

Sommaire :

Page 1 : notre année 2011
Page 2-3 : la grève des aéroports annonce l'année 2012 ; la parole aux amis
Page 4 : communiqué pour la grève du 31 janvier 2012 à l'Education nationale
Page 5-6: A propos de la «loi mémorielle» sur les génocides.
Page 7 : Cesaria Evora, Kim Jong Il et Vaclav Havel !
Page 8-9 : Histoire militante
Page 10 : ils disjonctent !
Page 11 : laïcité : appel aux élus ; déclaration de l'Unsa-éducation
Page 12 : Militant

Notre année 2011

Les médias en ont déjà fait un anniversaire. Il y a un an, Mohamed Bouazizi se suicidait par le feu à Sidi Bouzid, dans le Sud tunisien, et commençaient les «révolutions arabes».

La relecture de MILITANT, hebdomadaire ou presque, que vous pouvez faire sur le site d'archives, donne une chronique de ces événements et des analyses au fur et à mesure. N'en disons ici qu'une seule chose : ce n'est pas fini, cela ne fait que commencer.

Évidemment, les révolutions sont devant des difficultés. Pour surmonter les difficultés, il faut en finir avec le capitalisme. Il faut des organisations, des partis pour vaincre la contre-révolution, sous tous ses visages, de celui des islamistes à celui des dictateurs en passant par les gouvernants occidentaux.

De Tunisie et d'Égypte, la révolution a commencé sa marche à travers le monde entier, réponse vitale de l'humanité à la crise du capitalisme et des États. La France n'est pas encore «touchée» : ne perdons rien pour attendre !

Pendant cette année 2011, MILITANT a pris part à la constitution publique du **Comité français pour la V^e Internationale**, en février, avec Samir Amin et les camarades de la revue Commune, de la Gauche communiste et des Damnés de la terre.

Nous avons appelé à **battre la droite aux élections cantonales**, pris précisément position dans les cantons où nous intervenons (voir sur notre site) et notamment soutenu et popularisé la candidature de Nasser Lajili à **Gennevilliers**, qui a fait 8%, et son intervention suite à des affrontements entre jeunes d'Asnières et de Gennevilliers.

Nous avons tracté **contre la vie chère et pour le droit au**

logement, exigeant des arrêtés municipaux interdisant les expulsions locatives, les saisies mobilières et les coupures d'électricité, sur les quartiers Nord d'Asnières et Gennevilliers, sur le marché de la place de la Réunion dans Paris 20^e, notre **cercle des mal-logés** a organisé plusieurs délégations imposant aux élus de les recevoir et a gagné sur plusieurs cas.

MILITANT a joint ses forces à l'action directe et concrète **d'Assa Diawara et des mal-logés d'Aubervilliers**.

Nous avons lancé au printemps l'appel : **A bas le «débat» sur l'islam et la laïcité !**

Cinq responsables de MILITANT ont annoncé leur **adhésion au Parti de Gauche** en juin, pour aider à ce que la campagne du Front de gauche aux élections présidentielles soit **unitaire, révolutionnaire et gagnante**.

Nous avons en septembre imprimé et nous diffusons depuis une brochure : **La dette publique n'est pas publique. Pourquoi il ne faut pas la rembourser**, disponible pour 5 euros envoi compris.

Nous avons engagé la bataille pour l'histoire sérieuse du mouvement ouvrier révolutionnaire : en soutenant le livre de notre camarade François Ferrette, *La véritable histoire du Parti communiste français* (éd. Démopolis), et par l'appel de Vincent Présumey à **la restauration d'une histoire militante digne de ce nom** face à l'indignité antisémite de la prétendue «biographie» de Léon Trotsky par M. Robert Service.

Bonnes fêtes, agapes et retrouvailles et à très bientôt. Que 2012 prolonge, amplifie et généralise ce qui a été commencé en 2011 !

2012 n'est pas commencée que, déjà, la grève des agents de sécurité des aéroports annonce ce qu'elle sera en France.

Faisant un métier des plus ingrats, se voyant déléguer de vulgaires tâches de police des plus désagréables et parfois des plus sordides pour eux comme pour les usagers des transports aériens, ces travailleurs forment une sorte de plèbe, ou de sous-prolétariat mal payé, mal traité et méprisé. Ils sont employés par une cohorte de sous-traitant de la flicaille et de la sécurité privées : Brink's, Securitas, Sesa, etc. Depuis 1996 en effet, ces entreprises sont «délégataires de missions de service public» ...

Leur explosion, pour les salaires et la dignité, leur détermination, leur union, ainsi que la faiblesse des réactions hostiles et la fréquence des réactions solidaires ou compréhensives parmi les passagers «pris en otage» comme le dit ou le suggèrent la presse et la télé, expriment ce qui se passe dans les profondeurs de la société.

Leur revendication d'une hausse de 200 euros des salaires, dont on soulignera au passage la parenté avec le mot d'ordre qui avait fait se dresser la Guadeloupe au printemps 2009, ressorti plus récemment à Mayotte, signifie non seulement une amélioration significative de leur sort, mais un coup porté aux compagnies de sécurité privées, qui pose la question d'une organisation rationnelle des transports aériens, dont on est loin actuellement.

Alors que les patrons du secteur refusent de discuter hausse des salaires (en faisant passer pour telle des «propositions» de primes annuelles de 300 à 500 euros), le gouvernement Sarkozy-Fillon a volé à leur secours, sur fonds de grognements de la piétaille des députés UMP pour le «service minimum», en affectant police et gendarmerie aux tâches effectuées jusque là par ces agents à Roissy. En même temps, il affiche sa faiblesse en éprouvant le besoin de déclarer, par la voix de Mme Kosciusko-Morizet (ministre des Transports), que l'efficacité de la grève n'est pas affectée puisque les Aéroports ne paient pas les compagnies privées dans la mesure où la majeure partie de leurs employés ne se présentent pas à leur poste de travail !

Comme en même temps le public peut constater que le même travail fait par police et gendarmerie prend bien plus de temps encore, la démonstration est faite que la sécurité dans les aéroports pourrait être assurée par les agents actuels, titularisés comme fonctionnaires !

Nous voyons donc un secteur de la classe ouvrière défier le gouvernement, et celui-ci menacer, menacer, menacer, attaquer le droit de grève tout en affichant sa faiblesse. C'est bien sûr un signe important, alors que les licenciements et plans «sociaux» pleuvent à nouveau, et que le gouvernement sait très bien que la crise financière va le prendre à la gorge à nouveau, les cadeaux faits aux banques au niveau européen (voir notre dernière lettre) n'entraînant aucune amélioration dans les rachats de titres de la dette publique des États, les banques se contentant d'encaisser.

La parole aux amis :

nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de Julien Guérin de l'Offensive Socialiste,
<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

**Joyeux Noël aux salariés des aéroports :
vive leur mouvement
de grève !**

Dans la prétendue atonie des fêtes de fin d'année, la lutte des classes vient de s'inviter à la table du grand festin commercial et consumériste. Comme un coup de tonnerre dans un ciel où tout un chacun est invité, le temps d'un réveillon, à festoyer dans la joie et l'allégresse pour oublier les effets d'une crise sans précédent, la lutte sociale de milliers de travailleurs se retrouve au cœur de l'actualité. Les salariés français des aéroports chargés de la sûreté des passagers et, en Belgique, les cheminots en lutte contre la casse des retraites, viennent rappeler avec force que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes possibles. La lutte des salariés ne connaît pas de trêve, il n'y a pas de répit pour ceux qui luttent et notre solidarité va instinctivement à ces travailleurs qui se battent pour améliorer leur quotidien. Alors que le gouvernement hausse le ton, que le sieur Guéant menace et fait réquisitionner les forces de police pour remplacer les grévistes, la gauche doit réagir et apporter son soutien au mouvement.

Lancée le 16 décembre dernier, la grève dans les agences de sécurité des aéroports français a pris un caractère de plus en plus massif. Le secteur, où règnent en maîtres quelques agences privées sous-traitantes (Brink's, Securitas...), emploie dix mille salariés. La privatisation d'Air France a entraîné le développement de ces structures où précarité, concurrence et bas salaires sont la norme. Les employés du secteur gagnent de 1100 à 1600 euros par mois et travaillent dans des conditions difficiles et stressantes. Le secteur aérien, présenté comme une vitrine de la déréglementation libérale, est en effet devenu un paradis de la concurrence libre et non faussée où l'exploitation des travailleurs est maximale. Cette grève, soutenue par toutes les forces syndicales, rappelle avec force que la question salariale demeure centrale. Elle est la clef de toute politique de redistribution des richesses. Les profits du CAC 40 s'élevaient déjà à quarante-six milliards d'euros pour le premier semestre 2011. Alors que la droite explique sans cesse que les caisses sont vides, que la seule solution est de se serrer la ceinture et que, malheureusement, une partie de

Le gouvernement se dispose à l'affrontement, comme nous l'avons dit, AVANT les présidentielles, car il n'a pas le choix. C'est le sens de l'annonce anticipée des 14.000 suppressions de postes supplémentaires pour 2012 dans l'Éducation nationale ...

La première grève nationale sérieuse, opposant un secteur du salariat au pouvoir, a eu lieu dans l'enseignement public à propos de l'évaluation des enseignants, le jeudi 15 décembre. **Prenant ses responsabilités, le SNES-FSU, avec les autres syndicats d'enseignants du second degré de l'Éducation nationale de la FSU, appelle d'ores et déjà une grève et une manifestation nationale le mardi 31 janvier** (communiqué ci-dessous).

Ajoutons une chose : c'est peu de dire que les rassemblements appelés pourtant par la CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA et Solidaires le mardi 13 décembre étaient en dessous de toute expression du mécontentement réel, et à côté de ces processus de mobilisation bien réels eux aussi, dans les entreprises, dans les aéroports ou dans l'enseignement. Pour que l'unité soit efficace, il faut qu'elle se fasse sur les revendications réelles, ce qui n'est pas possible si on accepte le principe du «remboursement de la dette publique» ou si l'on parle de tout sauf de cela. Pour gagner contre les patrons et contre Sarkozy, **il ne faut donc pas que les organisations syndicales se rendent à sa convocation pour un «sommet social» le mercredi 18 janvier !**



La nouvelle brochure de Militant !

5€, franco de port, envoyer un chèque

à l'ordre de Militant à :

**Militant, 18 rue Victor Massé,
75009 Paris.**

la gauche prêche la résignation et la prudence, les grévistes des aéroports ont compris que ce n'était pas la crise pour tout le monde et que c'était toujours au monde du travail de payer. Ils ont trouvé une revendication claire, unifiante et populaire : deux cents euros pour tous ! C'était le même mot d'ordre qui avait enflammé les Dom-Tom en février-mars 2009 et qui pourrait, dès aujourd'hui, servir de drapau de ralliement à l'ensemble du salariat.

Face à la détermination et la force du mouvement qui entre dans son septième jour, le gouvernement et le Président des riches en sont réduit à faire remplacer les grévistes par des forces de police. A Roissy, c'est 180 policiers et 80 gendarmes qui, sans être formés pour cela, assurent une partie des contrôles de sécurité avant l'embarquement. Les « bleus », réduits à leur rôle de suppôts de l'ordre en place, deviennent ainsi des jaunes des temps modernes. Martiaux, Sarko et le délicieux Guéant viennent de déclarer qu'il n'était pas acceptable de prendre ainsi les Français en otage ! L'UMP annonce vouloir déposer une proposition de loi le 24 janvier prochain pour instaurer un service minimum dans les transports aériens. Des classiques, resservis sur tous les tons lors de chaque grève ! Le patronat du secteur joue le pourrissement pariant sur la division, l'épuisement et la lassitude. Rien que du très classique là aussi. Les négociations semblent au point mort et la détermination des salariés reste, pour l'instant, intacte.

Cette grève s'invite en tout cas dans la pré-campagne présidentielle et vient rappeler à tous la centralité des salaires et de la précarité dans le débat à venir. La gauche, toute la gauche, doit se saisir de l'occasion pour apporter un soutien sans faille au mouvement en cours. Nathalie Artaud (LO), Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélenchon et Marie-Georges Buffet (Front de gauche) se sont déjà rendus sur place pour affirmer leur solidarité et protester contre toute atteinte directe ou indirecte au droit constitutionnel de grève. Les socialistes seraient bien inspirés d'en faire autant. C'est la base sociale de la gauche qui est en mouvement !

Il est du devoir de tous les militants de gauche de rappeler que le blocage est du seul fait du patronat, que les revendications des grévistes sont justes et légitimes, que leur courage et leur ardeur à la lutte nous fait chaud au cœur et nous encouragent, plus que jamais, à défendre une autre redistribution des richesses et des hausses de salaires dans le public et le privé.

Salariés des aéroports français, cheminots et fonctionnaire belges, Indignés grecs, espagnols, égyptiens, une seule voie : l'unité et la lutte tous ensemble !



Communiqué du SNES-FSU, du SNEP-FSU et du SNUEP-FSU
22 décembre 2011

Grève et manifestation nationale à Paris le 31 janvier 2012 :
Pour le retrait du projet évaluation, pour nos métiers,
pour nos conditions de travail !

Les 70 000 signatures électroniques (sans compter les signatures « papier ») de la pétition ainsi que le succès de la grève du 15 décembre qui portait sur ce sujet montrent à quel point le projet de modification de l'évaluation des enseignants exaspère les personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation. Les enseignants rejettent particulièrement le rôle nouveau dévolu au chef d'établissement qui deviendrait l'unique évaluateur. Cette situation avait conduit l'ensemble des organisations syndicales (à l'exception du SGEN-CFDT) à demander le retrait de ce projet et l'ouverture de discussions sur d'autres bases.

Certes, le ministre et la direction générale des ressources humaines indiquent que des discussions sont ouvertes. Mais en fait tout cela n'est qu'apparence puisque dans le même temps toutes les déclarations du ministre et des plus hauts responsables du ministère vont dans le même sens : le refus de remettre en cause le rôle donné au chef d'établissement dans les projets de textes, faisant bien comprendre que ce point n'est pas négociable. C'est donc bien l'entêtement du ministre qui est à l'origine du blocage actuel.

Le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNUEP-FSU appellent les collègues à développer dans les établissements les actions

visant à exprimer leur refus du projet ministériel en limitant leur activité aux strictes obligations réglementaires. Ils les appellent à prendre contact avec les associations de parents d'élèves afin d'échanger avec eux sur les conséquences qu'aurait sur l'enseignement une évaluation essentiellement fondée sur ce qui se passe en dehors de la classe, le chef d'établissement n'ayant pas les compétences pour évaluer l'activité dans la classe, centrée sur la transmission de connaissances et de compétences disciplinaires.

Face à l'intransigeance du ministre, face à la conception de nos métiers que ce projet sous-tend, face à l'attaque contre le statut d'enseignant - fonctionnaire concepteur - qu'il engage, face aux difficultés sans cesse plus importantes rencontrées par les personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation pour exercer leur métier, face aux nouvelles dégradations des conditions de travail des personnels et d'études des élèves que les suppressions de postes pour 2012 vont entraîner, **le SNES-FSU, le SNEP-FSU, et le SNUEP-FSU ont appelé à une rencontre l'ensemble des syndicats du second degré et leur proposent d'appeler le 31 janvier, avec eux, à une journée de grève avec une manifestation nationale à Paris**



A propos de la loi «mémorielle» sur les génocides.

Selon le texte de la loi, pas encore votée, dont le débat a commencé à l'Assemblée nationale, seraient punis d'un an de prison et/ou 45 000 euros d'amende ceux qui feraient «l'apologie, la banalisation ou la négation grossière publique» des «crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre» qui «auront fait l'objet d'une reconnaissance par la loi».

Toute l'hypocrisie monstrueuse et le danger considérable de cette loi se trouvent dans ces derniers mots. Ainsi, il reviendrait à la «loi», votée par les majorités parlementaires (soumises, dans notre régime, aux pressions de l'exécutif), de dire ce qui est «génocide», mais aussi «crime contre l'humanité» et «crime de guerre», et donc aussi de délimiter ce qui officiellement ne l'est pas.

D'un côté, des excités UMP et FN pourraient si le contexte politique le leur permet, faire réprimer de prison et d'amende la diffusion des œuvres des historiens de la révolution française comme Jaurès, Mathiez, Lefebvre ou Soboul et bien d'autres de droite ou de gauche qui ne connaissent pas (et pour cause !) le «génocide vendéen», ou encore les œuvres des historiens de la révolution russe Léon Trotsky, Marc Ferro ou Orlando Figes qui n'ont pas noté le fait que la révolution d'Octobre aurait été non seulement un odieux complot bolchevik mais en prime un «génocide».

D'un autre côté, s'il est bien vrai que l'armée turque ottomane, d'où sont sortis les officiers kémalistes qui prétendirent ensuite faire, avec retard, une révolution bourgeoise

et laïque en Turquie et lui taillèrent surtout une camisole de force militaire, a commis un terrible génocide à l'encontre des Arméniens pendant la première guerre mondiale, il ne faut pas compter pour l'instant sur la «reconnaissance par la loi» des génocides avérés commis par l'impérialisme français. Les «génocides reconnus par la loi» en France pour le XX^e siècle sont au nombre de deux seulement : Arméniens pendant la première guerre mondiale, Juifs pendant la seconde. Pour reprendre les termes qu'emploient sans vergogne les moralistes de service envers la Turquie, on peut donc parler, de leur propre point de vue, de «*négalionnisme d'État*» français envers pas moins de cinq autres génocides, et notamment de deux qui n'auraient pas eu lieu sans l'État français.

En effet, si l'on reprend une définition la plus rigoureuse possible de ce qu'est un génocide, à savoir le massacre systématique d'une fraction majoritaire ou au moins fort importante d'une population dans le cadre d'une volonté de tuer celle-ci en tant que telle, de type raciste ou similaire, si donc l'on ne compte pas comme «génocides» de nombreux massacres ayant eu des effets comparables, comme les batailles de la première guerre mondiale, comme l'anéantissement des régions allemandes orientales en 1945, comme Hiroshima et Nagasaki, comme le massacre du peuple Khmer par les prétendus «Khmers rouges» en 1975 (souvent qualifié de génocide), si l'on ne compte toujours pas les famines artificiellement provoquées (blocus contre la Russie rouge en 1918-1921, Ukraine 1930, Bengale 1941, Biafra 1969,

blocus de l'Irak 1991-2003, sud-Soudan ...), ni les «simples» déplacement forcés de population, des Tchétchènes aux Algériens, si l'on ne compte pas plus les projets génocidaires commencés mais non aboutis, comme ceux menés à l'encontre des Serbes par les nazis, fascistes et oustachis pendant la seconde guerre mondiale, ou à l'encontre des Bosniaques par les milices serbes en 1992-1995, bref si l'on s'efforce d'être restrictif, en ne retenant que l'intention génocidaire et sa réalisation avancée, il nous en reste quand même, pour le XX^e siècle, pas moins de sept.

En précisant d'ailleurs qu'on a en arrière-plan, juste avant et se prolongeant parfois au XX^e siècle, sachant que l'on devrait examiner la question aussi en Amérique du Sud, le massacre délibéré de nombreux peuples amérindiens, australiens, indo-pacifiques ou polynésiens notamment par les colons anglo-saxons, avec le génocide totalement réussi (il ne reste plus personne) des peuples de Tasmanie, qui inspira *La guerre des mondes* de H.G. Wells. Avant de donner notre liste, délibérément restrictive, précisons encore deux choses :

- elle pourrait n'être pas exhaustive en cas de génocide «non officiellement reconnu» et suffisamment enterré par ses auteurs et leurs complices : d'où l'importance de la libre recherche historique comme de l'action militante, choses distinctes mais qui vont de pair.

- il ne s'agit pas ici de distribuer des mauvais points et d'établir une hiérarchie morale pour le siècle passé, mais d'en tirer des leçons pour aujourd'hui.

Nous avons donc, au XX^e siècle :

1. L'ordre d'extermination des **Hereros** de Namibie par le général allemand Lothar von Trotha entre 1904 et 1911 : environ 100.000 morts probables.

2. Les crimes commis dans le cadre des déplacements forcés des **Arméniens** par l'armée turque et ses supplétifs kurdes en 1914-1918, culminant en 1915 dans des massacres systématiques : environ 800.000 personnes massacrées, 1 million et demi de morts au total par la faim et les mauvais traitements.

3. En même temps que les Arméniens, le génocide trop peu connu commis contre les **Assyriens**, population de langue araméenne et de religion chrétienne nestorienne : peu d'estimations fiables, si ce n'est que la grande majorité de ce groupe a été tuée.

4. Le plus ample et le mieux planifié de tous les génocides à ce jour est celui commis à l'encontre des **Juifs** par l'État allemand gouverné par les nazis, avec la collaboration active de tous les régimes soumis alors à l'Allemagne en Europe continentale, la sympathie du Vatican, et la passivité des alliés anglo-saxon et soviétique : près de 6 millions de morts entre 1941 et 1945, faisant suite à une escalade explicite vers le crime de masse depuis 1933.

5. Dans le même processus et avec les mêmes procédés (camps d'extermination), l'État allemand dirigé par les nazis enclenche le génocide des **Tsiganes** en 1944 : environ 450.000 morts.

6. Le génocide commis envers les **Bamilékés**, au Cameroun, en 1959, sous l'égide du criminel contre l'humanité Pierre Messmer, futur premier ministre de la V^e République française : 200.000 morts et des supplices sans nom inventés par les parachutistes français.

7. Le génocide commis envers les **Tutsis**, massacrant au passage aussi

les Hutus qui s'y sont opposés et une proportion inconnue des pygmées **Twas**, au Ruanda en 1994 : 850.000 morts, la plupart découpés à la machette par les milices hinterhamwe sous l'œil bienveillant et avec de fréquents coups de main, si l'on peut dire, de la part des militaires et espions français. En représailles, ce génocide a provoqué des massacres de Hutus dans les régions frontalières au Congo au cours des années qui suivirent, et multiplié les risques et projets génocidaires dans les régions du Kivu et d'Ituri.

On notera que dans cette sinistre liste, l'État impérialiste allemand est en cause trois fois, **l'État impérialiste français deux fois**, l'empire Ottoman deux fois.

Quand le premier ministre turc Erdogan, «islamiste modéré» modèle pour les Frères musulmans et autres «Partis de la justice et du développement», en clair le parti de l'Ordre, du patriarcat et de la contre-révolution, du Maroc à l'Égypte, riposte aux gesticulations françaises en évoquant le «génocide» de la guerre d'Algérie, on notera qu'il se tient dans la rhétorique traditionnelle et facile d'un anti-impérialisme de pacotille, mais qu'il évite soigneusement d'évoquer les génocides commis envers les Bamilékés et envers les Tutsis, sans doute trop ressemblant par rapport à ce que la mémoire turque officielle refuse d'assumer, très semblable en cela à la mémoire officielle française.

L'impensé et le refoulé sont communs. Rappelons que le régime kémaliste soi-disant laïque prétendait imiter la France républicaine. Ainsi, au nom de «l'unité et l'indivisibilité», si le sultanat et le califat furent abolis d'un côté, de l'autre les génocides commis envers les Arméniens et les Assyriens furent niés et localement poursuivis, les Grecs expulsés et les Kurdes persécutés. Sous le vernis «laïque», ce nationalisme ethnique est le terreau commun aux militaires et aux islamistes dans la Turquie moderne.

En France, ces messieurs qui prétendent nous dicter par la loi ce dont il faut se souvenir ou pas, sont les mêmes, rappelons-le, qui viennent de supprimer l'enseignement de l'Histoire dans les classes de Terminales scientifiques des lycées et de massacrer les programmes à un degré invraisemblable.

Reste, enfin, la question de «l'opportunité» d'ouvrir une crise avec le gouvernement turc pour Sarkozy précisément maintenant. On parle de mobiles électoraux, mais ne négligeons pas la diplomatie secrète et les relations avec ... ce ci-devant récent ami de Sarkozy, Bachar el Assad. Le message est-il qu'une éventuelle intervention impérialiste hypocrite en Syrie, après avoir laissé le dictateur tuer et torturer, doit se faire sans la Turquie ? Ou qu'elle ne se fera pas du tout ? C'est aussi difficile à dire avec ce que sont devenues les gesticulations militaro-diplomatiques du pouvoir français, erratiques et dangereuses depuis l'intervention en Libye.

Dans tout ça, que deviennent les Arméniens ? Pris en otage ...

La vérité passera ailleurs. Toute loi «mémorielle» est liberticide et la légitime et nécessaire reconnaissance des génocides commis envers les Arméniens et les Assyriens passera seulement par la lutte actuelle contre les héritiers des génocidaires, au pouvoir à Paris comme à Ankara.

VP, 24/12/11.

**Vous souhaitez réagir
aux articles publiés ?**

**Vous souhaitez faire
partager votre opinion ?**

Ecrivez-nous !

militant@le-militant.org

Cesaria Evora, Kim Jong Il et Vaclav Havel !

Le week-end d'avant Noël 2011 a vu trois décès de célébrités qui nous donnent une galerie de personnages fort illustratifs de l'humanité.

La plus sympathique, et de loin, est la grande chanteuse cap-verdienne **Cesaria Evora**. Pas seulement pour sa sensibilité d'artiste, mais parce qu'ainsi elle est, des trois, la vraie représentante de la grande majorité de l'humanité, qui vit, travaille, souffre, combat, et chante.

Le plus antipathique est évidemment **Kim-Jong-Il**, le dictateur nord-coréen qui avait succédé à son père, et auquel succède son fils. Cette régression vers la succession monarchique dans un régime qui se pare du nom de «communisme», ce qui n'est pas son moindre crime, va de pair avec une déshumanisation totale des dynastes en question : avec leur look à la Pinochet-Jaruzelski, en pire, on a vraiment l'impression d'avoir affaire à des robots.

Le régime nord-coréen reste le prétexte à la présence des troupes nord-américaines dans la région, la plaie qui empêche le développement national réel de toute la Corée et maintient les régimes bourgeois au Sud, et s'est engagé, *mezza voce*, dans une «ouverture» économique aux capitaux étrangers, notamment chinois, auxquels il offre ses bas salaires ...

Au risque de choquer, mais la réalité est choquante, nous avons là le point commun entre Kim-Jong-Il et le troisième grand décès de ce week-end, **Vaclav Havel** : lui aussi a pris la tête d'un État dirigé par une bureaucratie et a mis en route son ouverture au capital étranger ! Hé oui !

Bien entendu, au plan de la sensibilité intellectuelle et artistique, celui-ci est quand même plus proche de Cesaria Evora que du généralissime Kim-Jong-Il. Il était issu d'une grande famille capitaliste, mais ce sont des choses qui arrivent, voyez Friedrich Engels, et du coup, exproprié, il doit se faire son chemin tout seul dans la Tchécoslovaquie stalinienne : il se fait un nom comme dramaturge en 1963, avec sa pièce *La fête en plein air*. Le théâtre de Havel n'est pas ce qui l'a rendu mondialement célèbre, et c'est peut-être dommage car, sans en faire un auteur universel, il s'inscrit dans un héritage à la fois kafkaïen et brechtien qui n'est pas sans intérêt. Havel déclare adhérer aux idées du Printemps de Prague de 1968 - le «socialisme à visage humain» - puis, dans ses écrits des années 1970 vulgarise les idées du philosophe éthico-personnaliste Ian Patocka. Il devient l'un des porte-paroles de la Charte 77, front unique des courants réclamant les libertés démocratiques en Tchécoslovaquie, créé l'année 77 (d'où son nom).

En ce temps là, en Occident, ce n'était pas les libéraux, ce n'était pas l'Église, ce n'était pas les thuriféraires de la «construction européenne», ce n'était pas les mandarins

de l'Université, qui connaissaient et faisaient connaître le nom de Havel, c'était les trotskystes, les gauchistes et les défenseurs des droits humains à l'Est comme à l'Ouest. C'était eux et nuls autres qui faisaient signer des pétitions contre les emprisonnements et persécutions s'abattant sur les Havel et les Sabata, Simsa, en Tchécoslovaquie, Kuron, Michnik et Modzelewski en Pologne ...

Vaclav Havel lui-même, à cette époque, ne s'intéresse guère à la démocratie chrétienne ou à la société libérale dans ce qui vient d'Occident, mais plutôt au rocker new-yorkais Lou Reed et au Velvet underground, à travers un groupe Samizdat (= underground) de rock tchèque, Plastic People of the Universe.

Mais, comme les Polonais du KOR (comité de défense des ouvriers, plus lié, comme son nom l'indique, aux luttes sociales), et comme le courant représenté par Andreï Sakharov en URSS, dès sa création la Charte 77 entend *autolimiter* ses revendications dans le cadre des accords de Yalta, en s'appuyant sur les clauses relatives aux «droits de l'homme» des accords d'Helsinki, apogée de la collaboration Est-Ouest, signés par tous les pays européens sauf l'Albanie en 1975. Cela signifiait : pas question de renverser la bureaucratie, pas question d'instaurer un socialisme «à visage humain». La dissidence officielle prenait le chemin de la restauration du capitalisme en accord avec la bureaucratie. Celle-ci, en 1989, quelques mois après avoir encore emprisonné Vaclav Havel, le proclamait président de la République, utilisant son prestige et sa popularité pour calmer la menace de révolution par en bas et opérer sans trop de heurts la «transition» à l'«économie de marché».

Président «par intérim» jusqu'en 2003, de la Tchécoslovaquie puis de la République tchèque (ne comprenant pas la question slovaque, il démissionne temporairement en 1993), V. Havel dans les années qui suivent son arrivée au sommet de l'État n'apporte plus rien, ni sur le plan artistique, ni sur le plan intellectuel. Il ne semble pas très heureux lui-même, et comme Jacek Juron, l'ancien dissident communiste qui finit ministre des soupes populaires, ses tendances subversives en sont réduites à la manière démonstrative dont il fume comme un pompier, domptant son cancer du poumon à défaut d'avoir dompté les démons du XX^e siècle, ajoutant son nom à la liste des grands Tchèques ayant symbolisé l'impuissance à réaliser la démocratie dans l'acceptation de l'ordre existant, les Masaryk et les Benes ...

C'est quand même, au fond, le dernier dirigeant politique bourgeois ayant une certaine classe, en Europe, qui vient de mourir. Paix à ses mérites.

Histoire militante !

Mauvaise nouvelle pour la santé culturelle, littéraire et historique en France : le torchon antisémite de Robert Service «*Trotsky*» est proclamé "meilleur livre d'histoire de l'année" par le magazine *Lire* ! "A acheter pour Noël !" ... Ne suivez surtout pas ce conseil !

L'histoire retiendra aussi que la revue qui a le culot de porter ce nom, *L'Histoire*, a publié sans signature (engageant donc sa rédaction, c'est-à-dire la bien-pensance historique universitaire française comme telle) un éloge du même torchon antisémite, louant sa «*rare objectivité*» et dénonçant, au passage, le «*dictateur totalitaire*» Trotsky. Leçon de choses : les dénonciateurs du «totalitarisme» qui sponsorisent un ouvrage antisémite. Comme un génocide au Rwanda, sur le coup, c'est passé inaperçu. Mais on s'en rappellera ...

Il y a heureusement quelques bonnes nouvelles qui indiquent que l'histoire militante, celle qui est objective parce qu'elle prend parti, est bien vivante. Voilà **de vrais cadeaux** utiles pour le cerveau et pour l'action à s'offrir ou à offrir pour les agapes du solstice d'hiver.

Le Collectif d'éditions Smolny publie, avec la traduction du russe par Julia Gousseva, les articles des Communistes de gauche, adversaires bolcheviks du traité de Brest-Litovsk et d'autres aspects qui leur déplaisaient dans le jeune État soviétique, en 1918, parus dans les 4 numéros de leur organe, *Kommunist*. Parmi les auteurs : notamment **Nicolaï Boukharine**, par la suite dirigeant soviétique de premier ordre, allié de Staline puis oppositionnel de droite en 1929, exécuté en 1938, **Nikolaï Ossinski**, président du Conseil économique national, qui animera par la suite la tendance *Centralisme démocratique* (les «décistes») et prendra part aux alliances des oppositions bolcheviques de gauche dans les années 1920, assassiné en prison en 1938, **Karl Radek**, personnalité capitale du communisme polonais, allemand et russe, par la suite oppositionnel de gauche puis rallié à Staline, liquidé en prison en 1939, et **Vladimir Smirnov**, par la suite animateur des décistes avec Ossinski et Sapronov, fusillé en 1937.

Nous venons de recevoir ce livre annoncé depuis un moment par souscription, et à première vue le Collectif Smolny ne s'est pas moqué du monde. Un beau livre, édité avec le concours de la Région Midi-Pyrénées, avec appareil critique, préface de Marcel Roelandts et Michel Roger, introduction historique de Stephen Cohen, postface de Guy Sabatier, appendices, repères biographiques, bibliographie et index. On aura sans doute l'occasion d'en reparler, mais disons le tout de suite : bravo !

La revue Kommunist, Collectif Smolny éd., Toulouse, 20 euros (ce n'est pas cher !).

Jean-Jacques Marie a refait une biographie de Lénine chez Payot. La précédente est parue chez Balland voici quelques années. Elles ne font pas double emploi, car la première avait manifestement été écrite trop vite. Cette fois-ci, J.J. Marie traite dans chacun des 29 courts chapitres d'un aspect événementiel et politique précis, de sorte que nous avons une vraie synthèse de base des positions décisives et actes de Lénine, que résume bien le sous-titre, qui est un pied-de-nez à tous les dogmatiques : *la révolution permanente*. L'idée, que démontre le livre, est bien en effet que Lénine fut un praticien de la



révolution permanente, que l'historiographie en général attribue à Trotsky seulement, tout en n'y comprenant pas grand-chose. Toute compréhension théorique commence par la connaissance des faits. Ce livre l'illustre.

Jean-Jacques Marie, *Lénine, la révolution permanente*, Payot, 27,50 euros.

Voici maintenant un livre attendrissant, mais pas d'une rigueur à toute épreuve. Avec son *Histoire populaire de l'humanité*, le dirigeant défunt du Socialist Workers Party britannique et de son courant international, l'International Socialist Tendency, **Chris Harman**, a voulu faire pour le genre humain tout entier ce que **Howard Zinn**, qui l'a d'ailleurs cautionné, avait fait pour les États-Unis.

C'est apparemment loin d'être le cas. Mais soyons honnête, nous n'avons lu que les premiers chapitres sur la préhistoire et l'Antiquité. Assez toutefois pour remarquer que si Chris Harman pourfend dans une note les «marxistes politiques» comme Hellen Meiskins Wood ou Bob Brenner, il ne traite pas tant des événements, des hommes et des classes en lutte, que des «forces profondes» en pensant, bien entendu, faire montre de matérialisme. Le tout, du coup, en s'étant arrêté en matière de recherche historique à Engels ou peu s'en faut, ou Gordon Childe, c'est-à-dire pas beaucoup plus loin. Moyennant quoi nous avons une révolution néolithique (le passage à l'agriculture) expliquée entièrement par le climat, l'oppression des femmes découlant de l'emploi de la charrue dans les champs (ben oui, la charrue c'est lourd, donc les hommes prennent le contrôle des moyens de production ...), et la vénération des vaches dans l'hindouisme découlant naturellement de leur nécessité comme force motrice pour tracter, là encore, les charrues : mais pourquoi diable l'Europe et le Proche-Orient ne sont-ils pas, dans ces conditions, hindouistes ? !

Bon, je fais le serment sur la tête de Tony Cliff de reparler du livre de Chris Harman à un moment ou un autre de l'année 2012, puisque ces remarques ne concernent que les premiers chapitres. Voici pourquoi vous pouvez avoir envie de le lire : je le répète, c'est attendrissant. Comme les images des cours d'Histoire d'autrefois à l'école primaire, avant Internet et tout le bazar, qui commençaient par «nos ancêtres les Gaulois mangeaient dans des écuelles». Et vive le matérialisme !

Chris Harman, *Une histoire populaire de l'humanité*, La Découverte, 25 euros.

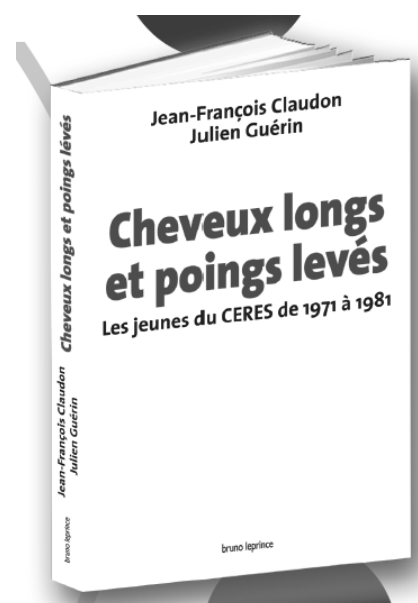
Il nous faut pour finir faire la promotion de deux livres à paraître ou qui viennent juste de sortir.

MÉMOIRE DE LA GRANDE GREVE de l'hiver 1960-1961 en Belgique, sous la direction de **Luc Courtois, Bernard Francq, Pierre Tilly**, éditions Le Cri, Bruxelles, s'annonce comme un ouvrage important sur ce très grand moment, inconnu par l'ignorance hexagonale habituelle alors qu'il est tellement proche, de la lutte des classes en Europe au XX^e siècle que fut la grève générale belge contre la «loi unique» anti-retraites et anti-droits des salariés.

Il faut le commander ou le faire commander à l'éditeur : avenue Léopold Wiener, 18, B 1180 Bruxelles, tél 32 (0) 2/646 65 33.

Cheveux longs et poings levés, les jeunes du CERES de 1971 et 1981, de **Jean-François Claudon** et **Julien Guérin**, nos amis et camarades animateurs de la tendance OS (Offensive Socialiste) du MJS, ajoutent une nouvelle pièce au travail qu'ils ont engagé de mise au clair historique des courants se situant ou ayant voulu se situer à gauche dans le PS français, notamment chez les «jeunes», voire au-delà (rappelons la contribution, mise en ligne sur le site de MILITANT, de Julien Guérin sur Largo Caballero). Parution prévue en février 2012 : souscrire aux éditions Bruno Leprince 62 rue Monsieur Le Prince Paris, 15 euros (14 euros l'exemplaire les cinq, 13 euros les 10).

Ils iront loin !



Ils disjonctent

«Ceux d'en bas ne veulent plus, ceux d'en haut ne peuvent plus.»

En tout cas, ceux d'en haut n'en peuvent plus.

Quelques déclarations de la semaine écoulée, liste sans nul doute non exhaustive.

Et d'une :

«*Il existe, dans les territoires ruraux, de vrais médecins : ce sont les vétérinaires.*», déclare

Françoise Tenenbaum, adjointe au maire de Dijon, pour proposer

que les vétos rempla-

cent les toubibs là où il n'y en a plus assez. On est pas des bêtes, direz-vous, mais on achève bien les chevaux !

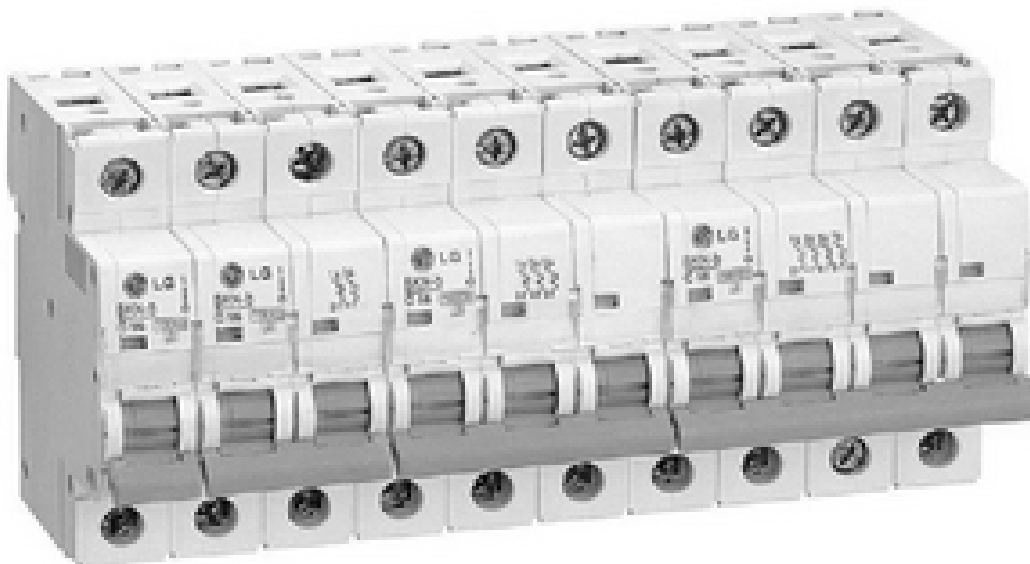
Le détail qui tue : cette dame est élue PS !

Et de deux :

Valérie Pécresse, ministre du Budget du gouvernement Sarkozy-Fillon, arguant du fait qu'il existe un fonds dit d'urgence pour le logement, créé en 2006 après l'incendie de l'Hôtel Paris-Opéra tuant 13 adultes et 11 petits (tous immigrés), dans lequel dorment 5 millions d'euros, a une proposition pour les utiliser :

«*Il s'agit de soutenir les communes pour l'acquisition de gilets pare-balles destinés à équiper les polices municipales.*»

Faut-il commenter ? Nous savons, en tout cas, que l'esprit de Mme Alliot-Marie qui ne se cachait pas de ravitailler son ami Ben Ali en armes anti-civils, est toujours là et bien là. Nous savons en outre enfin ce que fait un ministre du Budget de la Cinquième République française par gros temps



de crise : il détourne les millions prévus pour le logement d'urgence vers l'achat des gilets pare-balles pour les flics municipaux !

A propos de crise, et de trois :

Christian Noyer est gouverneur de la Banque de France. Il a qualifié les agences de notation financières d'«*irrationnelles*» et «*incompréhensibles*». Nous n'avons aucune sympathie pour les agences de notation, mais, s'il y a quelque chose de rationnel et de compréhensible, surtout pour un «banquier central», ce sont bien elles. Elles donnent des notes sur vos capacités de rembourser vos créanciers, c'est bien connu. Mais le sieur du Noyer ne s'est pas arrêté là : il a demandé que les dites agences aillent plutôt dégrader la note de ces salauds d'Anglais plutôt que celle de la France comme elles se préparent à le faire !

Qu'il soit rassuré, toutes les notes seront dégradées et, si elles ne l'ont pas encore été, c'est en raison des pressions que subissent les dites agences ...

Ils disjonctent, et leur terreur suprême sort parfois de leur bouche. Nous avons dans ce florilège gardé pour la fin le mot le plus chargé de sens. Il nous faut pour cela quitter la France, où les dirigeants ont perdu tout sens, bon ou mauvais, noyés dans la mesquinerie bling-bling et le chauvinisme déguisé en vertu européiste. **M. Medvedev**, président russe, a déclaré à propos des manifestations qui ont éclaté dans son pays contre lui-même et son officier supérieur Poutine :

«*Il est catégoriquement inadmissible que le système politique soit délégitimé. Cela ne peut vouloir dire qu'une seule chose pour notre pays : l'effondrement de l'État. Ce qu'est la Russie sans gouvernement, on sait ce que c'est, c'est 1917 !*».

L'actualité chargée de cette édition nous oblige à reporter le 6è volet de la critique sur « Trotski » de Robert Service au prochain numéro.

Lettre ouverte aux élus

Vous allez préparer le budget 2012 de votre collectivité territoriale dans des conditions particulièrement difficiles: baisses des dotations d'Etat, élargissement de vos champs de responsabilité sans compensation financière suffisante, augmentation des frais de gestion due aux hausses de l'énergie....

Les collectivités territoriales qui ont décidé de faire de l'enfance jeunesse une de leurs priorités vont se trouver à faire face aux crédits Contrat Enfance jeunesse de la CAF qui sont limitatifs et à la réduction des crédits des directions de la Cohésion sociale dans les chapitres jeunesse et territoire.... Ces crédits connaîtront une réduction de 25% par rapport à 2011....

Un élu de la République applique les lois votées mais s'il doit prendre en compte, encore aujourd'hui la loi Debré et les autres lois anti laïques, il n'a pas à financer les demandes de financement du privé qui n'ont pas de caractère obligatoire.

Les collectivités locales n'ont **de compétences et de charges afférentes** que pour le seul service public de l'éducation. Pour les établissements privés, les collectivités n'ont que des charges et **aucune compétence**.

Les collectivités territoriales ne peuvent pas financer un réseau d'établissements scolaires. Chaque établissement est une entité juridique indépendante. Ces collectivités ne peuvent juridiquement pas traiter avec un organisme fédérateur: «direction diocésaine, comité académique de l'enseignement catholique...».

Le code de l'éducation dans son article L 151-3 pose le principe juridique d'une interdiction de financement des établissements privés sauf dérogation législative expresse. De fait TOUS LES FINANCEMENTS NON INCRITS EXPLICITEMENT DANS LA LOI SONT INTERDITS.

Cette dérogation législative est constituée presque exclusivement de la loi dite Debré de 1959, modifiée depuis.

Cette loi définit des dépenses obligatoires et d'autres facultatives.

Certaines charges sont facultatives pour les établissements privés sous contrat. Les communes, départements ou régions qui financent ces dépenses le font au détriment de leur service public et font supporter à l'ensemble des contribuables des choix particuliers qui souvent sont le fait d'un refus de vivre ensemble dans l'école laïque de toutes et tous.

Au titre des dépenses facultatives :

- tous les financements hors la scolarité obligatoire (la restauration scolaire, l'internat...)
 - toutes les financements des écoles maternelles
 - les classes d'environnement
 - les accueils péris et post scolaires
 - l'investissement et l'équipement des collèges et lycées (au-delà du seuil de 10% des fonds propres de l'établissement ses dépenses sont interdites)....
- Conscients des compétences que vous n'avez qu'à l'égard du seul service public d'éducation, il est nécessaire et indispensable que vous, élus laïques et républicains que vous êtes n'assurent que les dépenses obligatoires des établissements privés.

Les élus Laïques se doivent dès maintenant être fermes sur les principes qu'ils défendent: à fonds publics, écoles publiques; à fonds privés écoles privées....

S'ils sont contraints d'appliquer les lois anti laïques encore en vigueur, ils doivent être cohérents avec leur positionnement, c'est à dire ne verser aucun centime d'euro, correspondant à une dépense facultative.

Face à un gouvernement qui veut toletter la loi de séparation des Églises et de l'État et favoriser le communautarisme ;

Face à une offensive sans précédent des lobbies religieux ;

Les laïques doivent se rassembler à tous les niveaux afin de poursuivre le

combat pour l'abrogation de toutes les lois anti laïques...

Ce combat passe par l'étape actuelle: la résistance laïque.

Jean-François Chalot

Document :

un communiqué de l'UNSA-Education sur les derniers projets antilaïques de Sarkozy, ceux dont personne ne parle pendant qu'on occupe la galerie avec la «burka» :

Le président de la République conteste à nouveau la laïcité

Le président de la République a l'art et la manière de la répétition. Après le discours de Saint-Jean-de-Latran et les morales comparées de l'instituteur et du prêtre forcé en défaveur de l'école laïque, après les discours de "repentance" sur la loi de Séparation des Églises et de l'État, le président de la République conteste encore une fois des principes de la laïcité en souhaitant que les religions s'installent au cœur de la République avec une présence dans les assemblées avec, comme première recommandation, le Conseil économique, social et environnemental.

Le communiqué de l'Élysée, à l'issue de la visite d'un dignitaire religieux, rappelle "la position très ancienne en faveur de la présence la plus large possible des religions dans les débats civils au sein de la République". L'UNSA Éducation s'interroge sur une dérive inquiétante. Le président de la République semble ignorer que la laïcité a affranchi l'État des tutelles religieuses. En conviant les religions aux "débat civils", le président de la République remet en cause, alors que la laïcité est un objectif institutionnel souhaité dans de nombreux pays, l'un des principes fondateurs de la République.

Communiqué de l'UNSA Éducation du 20 décembre 2011.

Parce qu'il n'y aura pas de solution durable dans un cadre national, Militant se bat pour le regroupement de toutes les forces révolutionnaires. Militant est membre du Réseau International des Travailleurs afin de jeter les bases du combat contre le capitalisme et l'impérialisme.



Militant est une publication rédigée par des acteurs du mouvement social qui veulent armer la gauche d'un programme révolutionnaire.

Militant se prononce pour la rupture avec les institutions actuelles, le dépassement du capitalisme et l'avènement d'une société socialiste autogérée.

L'objectif de ce site est de fournir à un public que nous souhaitons le plus populaire possible (mais la fracture numérique est loin d'être résorbée) des informations essentielles sur les luttes sociales, des analyses des mesures le concernant et des arguments contre la droite et pour un changement social radical.

Les partisans de Militant sont des travailleurs ordinaires, des jeunes, des mal-logés et des ouvriers sans-papiers. Certains des rédacteurs de Militant ont des responsabilités syndicales (CGT, CFDT, FO, FSU), sont des élus municipaux (PCF, PG, Alternative citoyenne), ont des responsabilités politiques (PS, PCF) ou sont des animateurs d'associations.

Militant est partenaire avec *La revue Commune*, le collectif les Damnés de la Terre et la Gauche Communiste du PCF du Comité pour la 5^e Internationale.



Pour tout contact sur ses activités : com5inter@gmail.com

<http://com5inter.blogspot.com/>

Rien ne changera si on reste isolé.

Rejoignez MILITANT !

Militant appelle au regroupement de tous ceux et de toutes celles qui n'en peuvent plus de cette société, qui veulent réarmer la gauche d'un projet révolutionnaire.

- Je deviens correspondant-diffuseur de Militant et je verse 20 € pour ma première cotisation .
- je m'abonne pour six mois au prix de 60 euros
- je m'abonne pour un an au prix de 120 euros

Chèque à l'ordre de "Militant"

Nom : Prénom :

Adresse :

Mèl : téléphone :

Renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris.

